

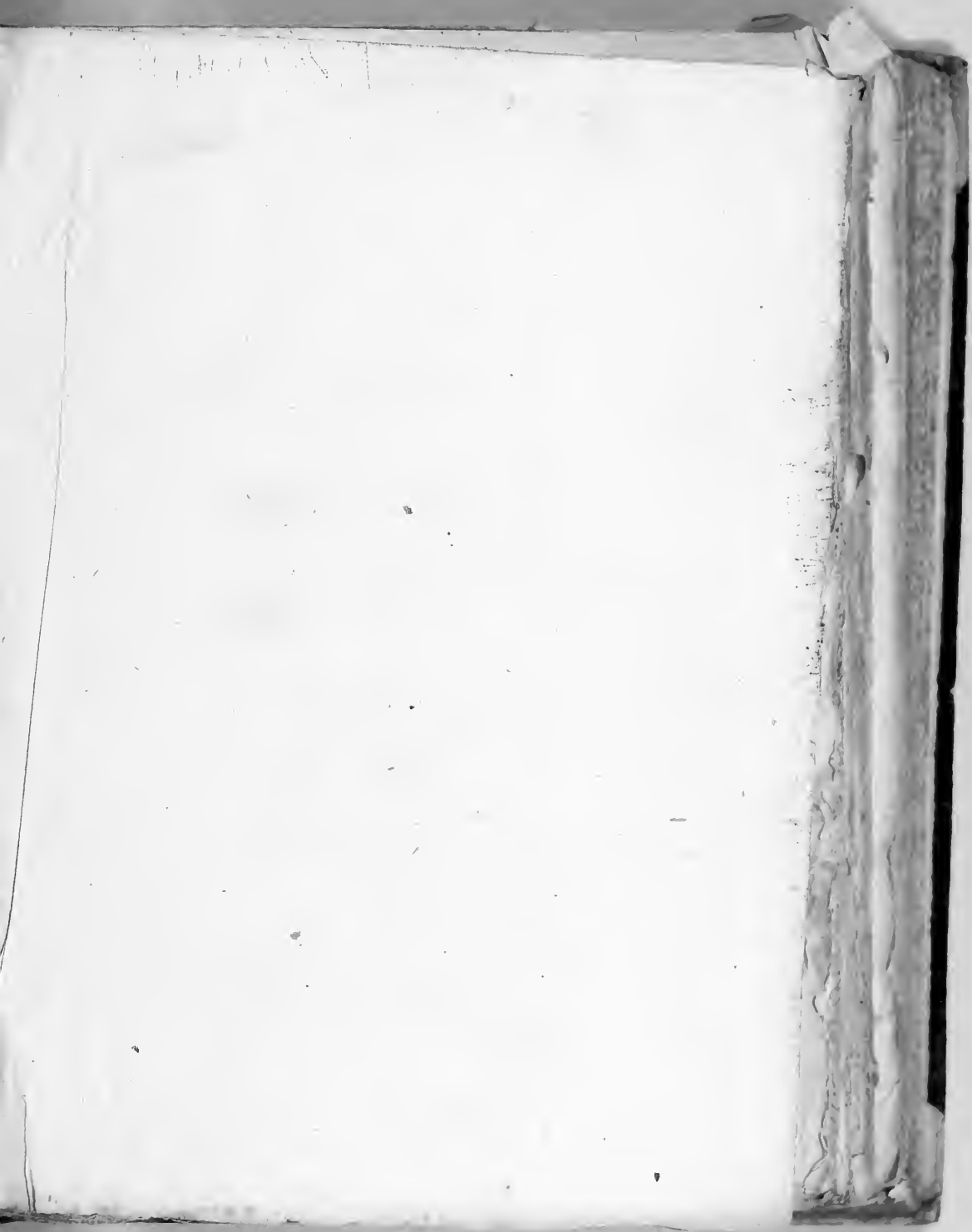


L CH. CHATELAIN  
in An. de la République  
de la Grande-Angle  
1788

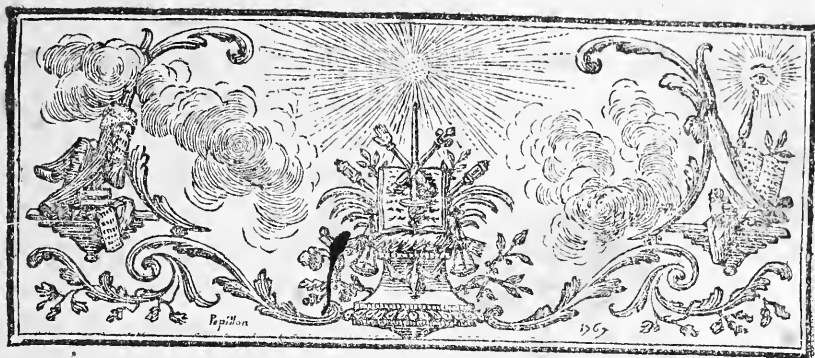
A13c



John Carter Brown  
Library  
Brown University







17 mai  
1773

# M É M O I R E

## A CONSULTER,

*POUR le Sieur LEFRANC DE SAINT-HAULDE,  
Architecte-Juré, & Entrepreneur de Bâtimens à Paris.*

J'AI fait l'entreprise des travaux nécessaires à la distribution des eaux de la Grande-Rivière du Cul-de-Sac. Je me suis soumis à l'exécution du devis dressé par M. Dumoulceau, par acte notarié, du 20 avril 1773.

J'affectai hypothécairement tous mes biens à l'accomplissement de mon obligation.

Je ne me chargeai que de fournir les matériaux & la main-d'œuvre. La direction des travaux étoit abandonnée au sieur Merlin, Arpenteur, dont la présence fut appréciée 30000 livres par année. J'étois obligé d'exécuter fidèlement & de point en point tout ce qu'il me prescriroit. Chaque jour j'avois l'agrément de lire, au haut d'un piquet planté dans les lieux où je devois travailler, ce qu'il falloit faire d'ouvrage en hauteur, épaisseur & pro-



fondeur. J'ai soigneusement ramassé tous ces écriteaux; après avoir rempli leur indication. On va voir que ma précaution fut assez sage.

Par l'article 30 de nos conventions, je ne devois recevoir le paiement de mes ouvrages qu'à fur & à mesure que » chaque ouvrage seroit fini dans son genre, sur le » certificat du Directeur au bas d'un état de toisé, lequel » me seroit délivré dans la huitaine, à compter du jour » de la confection de chacun desdits ouvrages particuliers, & visé par un de MM. les Syndics; & cela, » est-il dit, pour me mettre en état de suivre exactement » & sans interruption les travaux dans les temps secs «.

L'article 32 porte, que les toisés de tous les ouvrages en général, à l'exception de la charpente, seront faits selon les us & coutume de Paris, par le Directeur, en présence de l'Entrepreneur.

En acceptant de pareilles conditions, je ne prévoyois point l'indigne abus que feroit un jour le sieur Merlin des pouvoirs qui lui étoient confiés par ce dernier article. D'après les toisés qu'il a faits, je ne suis menacé de perdre que 200000 livres sur les ouvrages faits jusqu'à ce jour.

D'abord il se refusa à faire les toisés. Je fus obligé de recourir à l'autorité de M. de Valliere. Ce respectable Chef daigna se faire représenter ce premier toisé; il y apperçut des erreurs, & il eut la bonté de les relever de sa main.

Le second toisé n'étoit pas plus exact que le premier. Il en fut de même du troisième, daté du 27 juin 1774: je m'en plaignis hautement, d'autant mieux que MM. les Intéressés refusoient de me payer, autrement que sur les certificats du sieur Merlin.

3

Je m'adressai encore aux Chefs. Je fus autorisé, par Ordonnance au bas de requête, à faire procéder au toisé & calcul de mes ouvrages, par le premier Arpenteur requis, conjointement avec le sieur Merlin, & en présence des Parties.

Le sieur Avrin, Arpenteur, se rendit sur les lieux, & opéra en présence de MM. les Syndics. Le Directeur ne jugea pas à propos de paroître.

MM. les Intéressés n'ont pas voulu reconnoître cette opération du sieur Avrin. Il m'a fallu recourir une troisième fois à MM. les Administrateurs, pour parvenir à être payé. Par une lettre du 13 juillet 1775, ils invitèrent M. Hesse, Ingénieur du Roi, à se transporter sur les lieux, pour y faire un nouveau toisé de mes ouvrages.

De cette opération faite les 25 & 26 du même mois, il résulta qu'il existoit à cette époque pour 237126 liv. 3 sols 11 deniers d'ouvrages finis.

Je rejettai ce toisé, & je soutins qu'il étoit irrégulier. Pouvoit-il en être autrement d'une opération qui avoit pour base les attachemens du sieur Merlin? Ceux qu'il présenta alors sont ceux avec lesquels il opere journellement. Mais ne sont-ils pas faux, puisqu'ils sont absolument différens de ceux que j'ai remplis, & que j'ai eu la présence d'esprit de ramasser dans le temps? Le fait a été prouvé lors d'un troisième toisé fait le 9 décembre dernier, par M. de Boisforêt, Ingénieur du Roi au Cap. Le sieur Merlin vouloit qu'il fût fait usage de ses attachemens. Je m'y opposai. Je priai M. l'Ingénieur de faire creuser en tel endroit qu'il jugeroit à propos. Il le fit; & chaque fois il se convainquit que les attachemens qui



sont dans mes mains, sont les seuls qui puissent constater mes ouvrages (1).

Je suis fondé à faire un autre reproche au sieur Merlin; celui de son infidélité à mon égard: elle est marquée dans les certificats qu'il a délivrés aux Terrassiers employés aux travaux, en me faisant payer des sommes qui, d'après l'aveu de ces mêmes hommes, ne leur étoient pas dues.

Le 22 février, le sieur Merlin m'a délivré un cinquième certificat, qui justifie que mes ouvrages finis jusqu'à ce jour, montoient à . . . . 288586 l. 19 s. 10 d.  
à quoi ajoutant . . . . . 58000  
pour le montant des certificats  
délivrés pour pareille somme aux  
Soldats-Terrassiers, il résulte qu'à  
l'époque du 22 janvier, j'avois  
pour . . . . . 346586 19 10  
d'ouvrages finis.

Je me suis plaint de nouveau. Le sieur Merlin a fait un autre toisé le 3 avril dernier. Par celui-ci, il ne me revient que . . . . . 327045

Par quel prodige peut-il donc se faire qu'il me fût dû, à l'époque du 22 janvier, 20000 livres de plus que le 3 avril suivant. Non seulement les mêmes ouvrages existent encore; mais, loin d'avoir suspendu mes travaux, j'ai porté le nombre de mes Ouvriers à un tiers au delà de

---

(1) Ce que je reproche ici au sieur Merlin, ne doit pas surprendre ceux qui le connoissent. Il est coutumier du fait. Personne n'ignore que le 9 février dernier, il a été publié & affiché un Jugement du Tribunal Terrier, en date du 25 janvier précédent, qui condamne l'honnête Directeur dont je dois suivre la foi, à être interdit de toutes fonctions pendant trois mois, & en 500 livres d'amende envers le Roi; le tout pour avoir donné deux certificats absolument contradictoires sur un même objet: on ne sera pas surpris qu'il ait fait des toisés contradictoires avec ses attachemens.



5

celui prescrit par mon obligation. Ce seul trait ne décelait-il pas les desseins pervers du Directeur ? Doutera-t-on que cet homme se propose ma ruine , en diminuant ainsi la masse de mes ouvrages ?

Pour démontrer encore le préjudice énorme qu'il me cause, il me suffira d'observer que, selon M. Hesse, il me revenoit, à l'époque du 26 juillet dernier, une somme de . . . . . 237126 l. 19 s. 10 d. qui, ajoutée à celle de . . . . . 58000  
montant des certificats délivrés aux

Terrassiers, formoit un total de . 295126 19 10  
Depuis ce jour, il est incontestable que j'ai fait, par chaque mois, pour plus de 30000 liv. d'ouvrages; ce qui, pendant 8 mois, forme au moins 240000 livres : cette somme réunie à la précédente, élève le total de mes ouvrages finis à 535126 liv. 19 s. 10 d. ; cela me fait donc une différence de 208000 liv. que le sieur Merlin voudroit me faire perdre par son dernier toisé.

Justement effrayé d'une perte aussi considérable, & de celle de 48 Negres morts depuis le commencement de mes travaux jusqu'à ce jour : écrasé d'ailleurs par les dépenses journalieres que je suis forcé de faire, & dont je ne puis être remboursé, je demande comment je dois procéder pour faire connoître à MM. les Intéressés la quantité de mes ouvrages. Voici les questions que je propose.

1°. Si, malgré la disposition de l'article 32 ci-dessus rapporté, qui veut que le Directeur fasse le toisé de tous les ouvrages, je ne suis pas fondé à demander que ces mêmes ouvrages soient visités par Experts & Gens de l'art, à ce connoissans, convenus ou nommés d'office, autres toutefois que le sieur Merlin ?

2°. Si je puis être tenu de reconnoître les opérations de MM. Hesse & Boisforêt ?

3°. En quel Tribunal dois-je former & instruire ma demande ?

Je fais cette dernière question , parce que dans l'acte du 20 avril 1773 , il est dit : » 4°. Afin d'accélérer , autant que » faire se pourra , l'exécution de la distribution des eaux » de la Grande-Rivière , & d'éviter toutes difficultés qui » pourroient survenir , toutes lesdites Parties se soumettent expressément & irrévocablement au Tribunal de » Nosseigneurs les Général & Intendant , pour toutes » les discussions généralement quelconques , de quelque » nature qu'elles puissent être , relativement à l'exécution » dudit devis , & aux obligations & conditions stipulées » dans les présentes ».

Jusqu'à ce jour , je n'ai réclamé d'autre autorité , que celle de MM. les Général & Intendant. La justice qu'ils m'ont rendue , mérite toute ma reconnoissance : j'ai donc rempli la convention que je viens de rappeler ; mais , il semble que mes Adversaires ne la respectent pas assez. Cette inexécution de leur part , me donne des soupçons , des inquiétudes. La convention dont s'agit est-elle légale ? Etoit-il en notre pouvoir de la faire ? Peut-on l'exécuter avec sûreté ? Voilà ce que j'ignore , & les doutes que je sou mets à la décision de ceux qui connoissent mieux que moi l'ordre des Jurisdictions. Je les prie de m'indiquer les voies les plus sûres pour conserver le fruit de mes travaux & de mes sueurs : ce n'est pas que je ne sois bien rassuré sur la bonne justice qui me sera rendue dans le Tribunal que j'ai volontairement choisi. Mes démarches jusqu'à ce jour , prouvent ma confiance. Je ne suis inquiet que de savoir si les

Jugemens que ce Tribunal prononceroit en ma faveur, auroient la stabilité nécessaire à mon repos. Pourquoi l'injustice du sieur Merlin, & la résistance de MM. les Intéressés, me conduisent-elles à me faire expliquer de semblables doutes ? Au Port-au-Prince, le 15 mai mil sept cent soixante-seize. *Signé* LEFRANC DE SAINT-HAULDE.

---

## CONSULTATION.

LE Conseil soussigné, qui a pris lecture du Mémoire à consulter du sieur Lefranc de Saint-Haulde, & de toutes les pieces y énoncées,

Est d'avis, sur la premiere question proposée, que le sieur Lefranc de Saint-Haulde est incontestablement fondé à demander que ses ouvrages soient visités de nouveau par gens experts & connoissans, autres que le sieur Merlin.

Sur la seconde question, que les toisés des sieurs Hesse & de Boisforêt, ingénieurs, ne peuvent être un obstacle à l'exécution de cette nouvelle visite

Sur la troisieme question, le Conseil estime que le sieur Lefranc est également fondé à instruire sa demande dans les tribunaux ordinaires.

La nouvelle visite que le sieur Lefranc de Saint-Haulde desire être faite de ses ouvrages, ne peut lui être refusée, en ce qu'elle ne préjudicie à personne. Elle est nécessaire

pour constater la quantité d'ouvrages qu'il a faite. Ce doit être le vœu de MM. les Intéressés aux eaux de la Grande-Riviere. Le sieur Merlin les induit à erreur, ainsi que ceux qui ont opéré d'après lui. C'est ce que le sieur Lefranc assure être en état de prouver.

L'action qu'il se propose ne lui est point interdite par l'article 32 du devis. A la vérité, il fut convenu, par cet article, que les toisés seroient faits par le Directeur; mais sa disposition se borne à cela. Les parties intéressées ne se sont pas soumises d'ailleurs à s'en rapporter exclusivement à la décision du sieur Merlin. Dans le cas même où elles en auroient fait la convention expresse, elles ne s'y seroient déterminées sans doute & incontestablement, que par la grande confiance qu'elles avoient placée dans la probité de cet Arpenteur. Si leur espoir eût été trompé, il est sans difficulté qu'elles rentroient dans le droit de faire procéder à de nouveaux toisés, attendu la fausseté & l'inexactitude de ceux faits par le Directeur.

Aussi ont-elles déclaré, par le même article 32, se soumettre aux us & coutumes de Paris. Or, quelle est la disposition de la coutume en pareille matière ?

L'article 184 porte, » qu'en toutes matieres sujettes à » visitation, les parties doivent convenir d'experts ou gens » connoissans, . . . & que néanmoins autre & plus ample visite sera ordonnée, s'il y échet. «

Cet article renferme deux dispositions différentes; la première, qui établit la nécessité du rapport des experts, semble avoir été remplie par la nomination du sieur Merlin. La seconde veut qu'il soit fait une seconde visite, *s'il y échet*; c'est-à-dire, si la première est insuffisante, si elle est vicieuse, si elle pèche par l'exactitude.

Ce

Ce principe reçoit une application bien sûre à l'espece présente. Le sieur Merlin est accusé par le sieur Lefranc de Saint-Haulde d'avoir fait de fausses opérations. L'imputation paroît prouvée par la contradiction que l'on remarque entre les cinq premiers certificats délivrés à l'Entrepreneur jusqu'au 22 janvier 1776, & celui délivré le 3 avril dernier. Celui-ci devoit adjuger au sieur Lefranc une somme au moins égale aux cinq précédens, & cependant celle qu'il mentionne est inférieure de près de 20000 l.

Cette erreur du sieur Merlin est causée par sa mauvaise foi, s'il faut en croire le sieur Lefranc de Saint-Haulde. Il se sert, pour ses opérations, d'attachemens nouveaux & absolument différens de ceux que l'Entrepreneur a remplis. Ce point de fait est facile à vérifier. La recherche qui en sera faite, doit l'être aux frais de celui qui manque à la vérité.

On ne sauroit d'ailleurs forcer le sieur Lefranc de Saint-Haulde à s'en rapporter au témoignage du sieur Merlin. Le Jugement de MM. du Tribunal Terrier n'est point à sa gloire; ce n'est même pas le seul monument qui dépose à la honte de cet Arpenteur. Sa mauvaise foi lui a été publiquement reprochée, dans un Mémoire imprimé du sieur Valadon.

C'est donc le cas d'ordonner une nouvelle visite, conformément à l'art. 184. de la coutume, qui est la loi que les Parties se sont imposées. Il paroît même que la nécessité de le faire a déjà été reconnue, puisque, par une Ordonnance du 14 février 1775, MM. les Administrateurs ont permis au sieur Lefranc de Saint-Haulde de faire procéder à un nouveau toisé. Ce qu'il a fait exécuter par

le sieur Avrin, arpenteur ; mais l'opération de ce dernier ayant été rejetée sans qu'il en paroisse de bonnes raisons de la part des Habitans, il s'agit d'examiner si celles qui ont été faites depuis par les sieurs Hesse & de Boisforêt sont dans le cas d'être suivies.

Celle du sieur Hesse ne peut préjudicier à l'Entrepreneur, non plus que celles du sieur Merlin, puisqu'elles ont une base commune. Cet Ingénieur s'étant servi des attachemens faux du sieur Merlin, a dû commettre les mêmes erreurs. Chargé de rectifier les toises du Directeur, il ne devoit faire aucun usage des pieces qui avoient servi à ses opérations. Celle qu'il a fait est donc vicieuse, & le sieur Lefranc ne peut s'y conformer.

Cette vérité fut reconnue, puisqu'on a cru nécessaire de faire un nouveau toisé, dont fut chargé le sieur de Boisforêt. Mais l'opération de ce dernier est d'autant moins régulière, qu'elle n'a point été achevée, attendu la maladie de l'Ingénieur.

D'ailleurs, il est essentiel d'observer, que par l'art. 32 il étoit arrêté que les toises seroient faits selon les us & coutumes de Paris. Or, l'art. 185 de la Coutume exige que les Experts fassent & rédigent par écrit & signent leur minute sur le lieu, & qu'il en soit remis copie aux Parties dans les vingt-quatre heures.

Ces formalités ont été négligées par M. de Boisforêt ; & conséquemment son opération est nulle, & ne peut être opposée au sieur Lefranc. Il est certain que M. de Boisforêt n'a pu finir son opération ; la maladie qu'il a faite dans l'intervalle qui s'est écoulé depuis sa visite sur les lieux jusqu'au moment où il a recommencé son ouvrage, a pu lui faire commettre quelque erreur, parce que les

idées s'effacent aisément par toute interruption de travail, & beaucoup plus encore par celle occasionnée par la maladie. Il est donc plus que vraisemblable que l'opération du sieur de Boisforêt manque de cette précision nécessaire à tout calcul, & elle doit être rejetée.

Enfin, il est incontestable encore que la faculté de nommer les Experts appartient aux Parties, & que les Juges ne peuvent faire pareille nomination que dans le cas où la Partie est refusante de le faire. C'est la disposition expresse de l'article 9 du tit. 21 de l'Ordonnance de 1667. Il n'en résulte aucun préjudice pour l'autre Partie intéressée, parce qu'elle a la faculté de choisir aussi le sien, & en cas de contestation on nomme un tiers-Expert pour vider le différent.

MM. Hesse & de Boisforêt ayant été nommés d'office, l'opération de l'un & de l'autre renfermant en outre d'autres nullités, le sieur Lefranc est dispensé de les reconnoître; & conséquemment il demeure très fondé à demander une autre visite.

A ce sujet il demande à quel Tribunal il doit s'adresser.

Mal-à-propos les Parties se sont-elles engagées par l'Acte du 26 avril 1773 à reconnoître irrévocablement le Tribunal de MM. les Général & Intendant. Une pareille convention étoit vicieuse en ce qu'elle dérogeoit à l'ordre public des Jurisdictions; elle attribuoit à MM. les Général & Intendant la connoissance de toutes les contestations à naître. Mais MM. les Général & Intendant ne peuvent connoître d'aucune matiere contentieuse qui soit de nature à être portée pardevant les Juges ordinaires: c'est la disposition expresse de l'article 2 de l'Ordonnance du



premier février 1766, & de celle du 22 mai 1775 donnée en interprétation de la précédente. Il existe d'autres Tribunaux dans la Colonie, pour rendre la justice aux Citoyens qui la demandent. Personne ne peut décliner les Juridictions, parce qu'elles sont de droit public. Il n'est pas au pouvoir des particuliers de faire des conventions contraires, selon la maxime, *privatorum pactis juri publico derogari non potest*.

Il est vrai qu'au temps où fut passé l'acte dont s'agit, il existoit un Tribunal, nommé Tribunal particulier, où MM. les Général & Intendant jugeoient quelques causes particulieres. Mais MM. de Valliere & de Vaivre l'ont aboli, parce qu'ils ont préféré l'observation de l'ordre à une autorité particuliere qui n'avoit aucun fondement.

Ainsi ce Tribunal particulier étant détruit, & n'ayant jamais pu subsister, ne peut donc pas connoître de la contestation actuelle qui porte sur l'exécution d'une convention publique entre l'Entrepreneur & MM. les Intéressés.

Peut-être, dira-t-on, que MM. les Général & Intendant ont été choisis pour Juges volontaires, pour Arbitres & amiables Compositeurs, & qu'en ce dernier cas ils doivent demeurer nantis de la connoissance des contestations entre Parties.

Ce n'est là qu'un faux raisonnement. Les Parties pensoient, au temps du contrat, qu'il existoit effectivement un Tribunal particulier; & c'est celui auquel elles avoient intention de soumettre leurs différens à naître; ainsi elles ne se proposoient point de prendre des arbitres. Mais si c'étoit leur dessein, elles devoient l'exprimer différemment; & alors il resteroit à examiner si le compromis passé à cette occasion est valable.

Supposant que l'intention des contractans a été de prendre pour arbitres MM. les Général & Intendant, on est forcé de regarder l'acte du 20 avril 1773 comme leur compromis; mais est-il valable, & les Parties peuvent-elles être assujetties à l'exécuter ?

Il est de principe que tout compromis est nul, s'il n'exprime le temps qu'il doit durer, & le différent pour lequel il est consenti. En outre, il doit être stipulé une peine pour le cas d'inexécution du compromis. Sans l'expression de cette peine, le compromis n'oblige point les Parties; il ne peut être regardé que comme conseil.

Or, l'acte du 20 avril ne spécifie ni la durée du compromis, ni la peine attachée à son inexécution; donc il est nul. Dès-lors le sieur Lefranc de Saint-Haulde demeure autorisé à former sa demande pardevant les Juges de la Jurisdiction. Autrement, il s'expose à des longueurs sans nombre. Quand MM. les Général & Intendant auront prononcé, les Intéressés allegueront ou que MM. les Administrateurs n'ont pas de Tribunal, & que conséquemment leur Jugement est nul & comme non venu, ou qu'ils ont agi comme arbitres. En ce dernier cas, ils interjetteront appel de leur Jugement au Conseil, comme d'une autre Sentence arbitrale quelconque, & l'Entrepreneur essuiera une nouvelle procédure. Les Habitans semblent avoir déjà annoncé leur intention, puisqu'ils n'ont pas voulu reconnoître l'opération du sieur Avrin, quoique ordonnée par les Juges qu'ils ont eux-mêmes choisis, & qu'elle ait été exécutée bien légalement.

Le sieur Lefranc ne pouvant éviter de passer par deux différens degrés de Jurisdiction, fera beaucoup plus sagement pour ses intérêts de former sa demande devant le

Juge de cette Ville, tendante à ce qu'il soit fait une visite des ouvrages qu'il a finis jusqu'à ce jour.

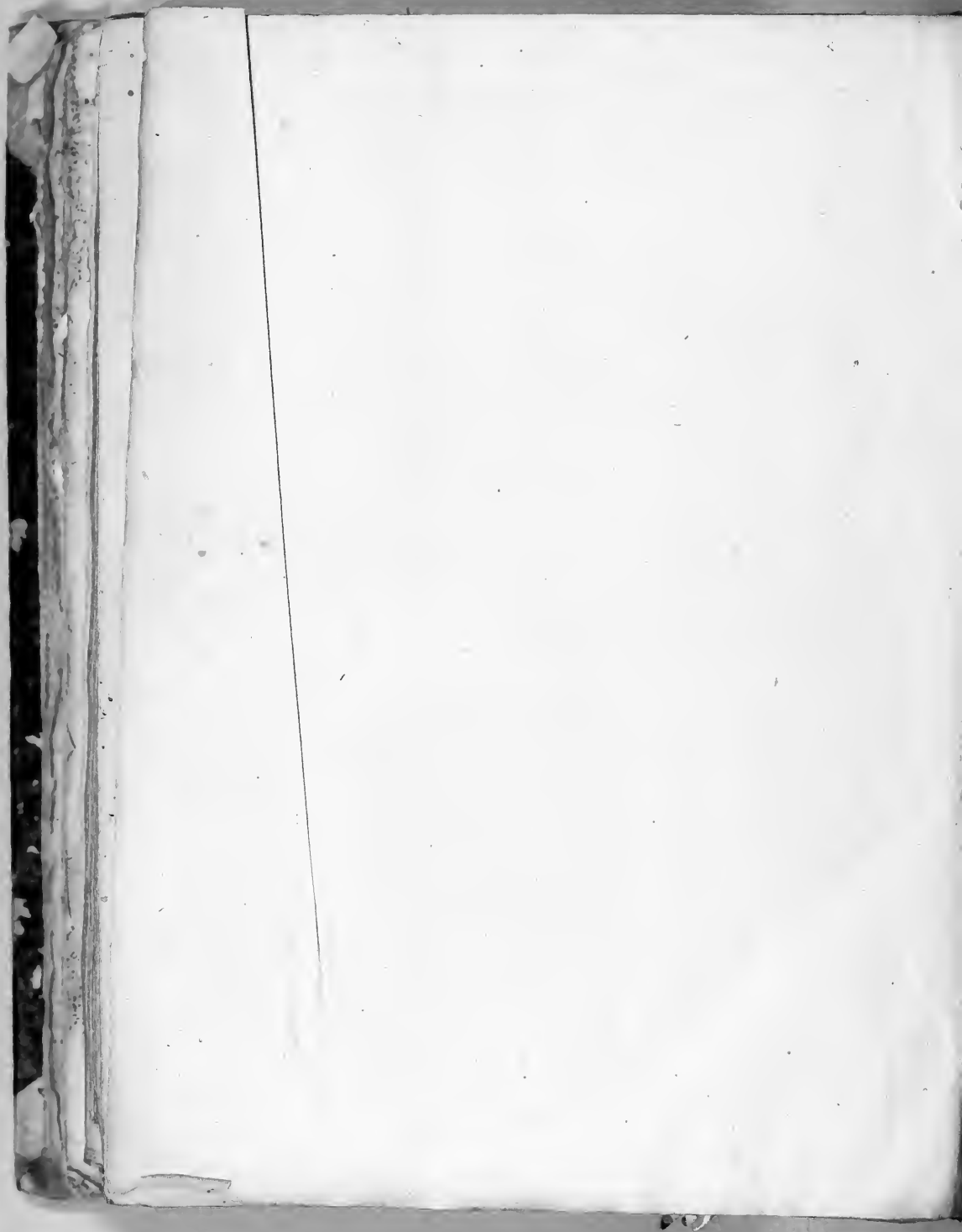
Il n'en résulte aucun tort pour aucune des Parties. Le sieur Lefranc pourroit espérer une justice plus prompte de MM. les Administrateurs, & en cela il auroit tout l'avantage qu'il desire; mais l'incertitude de la validité des procédures, semble exiger qu'il s'adresse aux Tribunaux ordinaires.

DÉLIBÉRÉ au Port-au-Prince, le dix-sept mai mil sept cent soixante-seize. Signé, DERONSERAY, PÉLAUQUE, & RAVAUT DARZILLIÉ.

2  
... , *Huissiers*  
du Port-au-Prince.

ice & l'équité inviolable de  
maintenir l'entière exécution  
des Patentes & Réglemens  
concernant les Officiers du  
Port-au-Prince, & les  
sermes ci-devant à former  
et leurs privilèges, auxquels

ans il ne s'est jamais ren-  
ge de l'Amirauté du Port-  
s brevetés qu'il devait y  
conformément à l'Ordonnance  
de Sa Majesté, du 12 Janvier



E 119  
T 16 m  
P. 1. E.  
v. 1.

